

## « Via Pacific ». Télégraphie, impérialismes et mondialisation dans le Pacifique au XIX<sup>e</sup> siècle

Il aura fallu trois mois au navire câblé *Île de Ré* pour poser, au début de l'année 2010, le câble sous-marin Honotua entre Tahiti et Hawaï. Long de plus de 4 500 km et bardé d'une cinquantaine de répéteurs pour sa partie internationale, le câble – dont le nom évoque le « lien du large » ou la « colonne dorsale » – relie la Polynésie au reste du réseau mondial de télécommunications *via* sa connexion au Southern Cross Cable Network, qui fait une boucle de 30 500 km entre la côte ouest des États-Unis, Hawaï, la Nouvelle-Zélande, l'Australie, Fidji et retour<sup>1</sup>. Pour sa partie domestique, Honotua se prolonge vers les îles Sous-le-Vent. Le câble offrait un vrai changement pour les Polynésiens par rapport aux lenteurs et au coût d'internet par le satellite. Pour l'Office polynésien des postes et des télécommunications, il s'agissait de « répondre durablement aux enjeux et aux défis de développement de la Polynésie française dans le contexte de la mondialisation imposé à tout un chacun<sup>2</sup> ». Parmi les slogans de la campagne de communication associée au projet, on pouvait lire : « Honotua. Le câble polynésien. Un monde pour moi<sup>3</sup>. » Le même et l'autre, moi et le monde, dans une situation d'appel réciproque : voilà, rien moins, ce qui semblait se jouer à travers la pose d'un tube où se glissaient deux petites fibres transparentes.

Ce qui retient l'attention est le statut donné à la mondialisation, qui est ici le moteur – et pas uniquement le produit – de l'extension du réseau. La mondialisation était-elle à l'œuvre il y a plus d'un siècle lorsque les premiers câbles télégraphiques ont commencé à zébrer le plancher de l'océan Pacifique ? Poser cette question, c'est aborder un point de discussion important dans l'interprétation historique des premières décennies des télécommunications internationales.

### Outils d'empires

Une tradition désormais bien établie a présenté les réseaux de communication avant tout comme des outils de pouvoir, de domination pour des puissances impérialistes toutes prêtes à s'en disputer le contrôle à l'échelle du monde. Depuis la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, la domination maritime et l'expansion territoriale de l'empire britannique firent de Londres la tête de pont du réseau télégraphique mondial. Les quelques milliers de Britanniques qui prirent le contrôle du sous-continent indien n'auraient pu le faire sans le télégraphe<sup>4</sup>. Avec les autres instruments de la modernité technologique, le télégraphe contribua à faire naître de nouveaux appétits, à concevoir et rendre profitable un nouveau partage du monde au profit des puissances industrielles (Headrick, 1981).

La montée des rivalités liée au regain impérialiste à partir des années 1880-1890 a en retour suscité au tournant du siècle une prise de conscience de l'enjeu géostratégique que représentait la télégraphie internationale, ouvrant ce que Daniel Headrick nomme une « crise du câble » (Headrick, 1991). Face à la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, les États-Unis et le Japon ont alors poussé leurs pions, ou plutôt leurs lignes, à travers le monde, notamment en Asie. La Grande-Bretagne s'est pour sa part embarquée dans le grand projet d'enserrer la planète dans les mailles d'un filet télégraphique dont les nœuds devaient tous être situés sur des territoires sous contrôle britannique : la All Red Line relierait l'ensemble des dominions dits blancs. Le projet était né de la campagne en faveur de l'établissement d'un câble traversant le Pacifique, entre le Canada, la Nouvelle-Zélande et

l'Australie (Boyce, 2000). Pour son principal avocat, l'ingénieur canadien né en Écosse Sandford Fleming, c'était véritablement un chaînon manquant dans le dispositif impérial britannique. La Grande-Bretagne était bien reliée à l'Australasie – mais *via* la Méditerranée, l'océan Indien et l'Asie du Sud-Est – par les câbles de l'Eastern Extension China and Australasia Telegraph Company du magnat John Pender, à la tête de la toute puissante Eastern and Associated Telegraph Companies. L'Eastern Extension fournissait depuis le début des années 1870 un service à la fois coûteux et de médiocre qualité. Dès lors, il ne se passa pas une année sans qu'un projet de câble transpacifique ne fût discuté publiquement. Il fallut pourtant attendre décembre 1902 pour que le câble en question fût inauguré et qu'un trafic «via Pacific» ne commençât à concurrencer la route indienne. Ne pouvant passer par Hawaï, le câble avait des relais terrestres dans les îles Fanning, annexées pour l'occasion. Plus que jamais, les nouvelles circulaient au sein de l'Empire, et dans le discours public comme dans les représentations, l'espace impérial prenait une consistance inédite (Bell, 2005).

## Médias globaux

Mais toute l'histoire des communications internationales ou, comme préfèrent les appeler certains historiens, des médias globaux ne se tient pas dans l'impérialisme. Pascal Griset et Daniel Headrick (2001) ont rappelé que les entreprises câblières constituaient un mélange particulier, du fait de leur intérêt stratégique, de *business* et d'*international politics*, et se sont centrés sur ce dernier aspect dans leur article. D'autres ont insisté inversement sur la *business* et, lui trouvant une certaine autonomie, ont posé qu'il parlait d'une histoire plus globale que nationale. Pour Dwayne Winseck et Robert Pike (2007) notamment, le récit centré sur

les enjeux politico-stratégiques manquerait ainsi cette autre réalité historique qu'est la mondialisation. Il ne s'agit pas pour eux de nier que les rivalités ont été vives et que les télécommunications ont servi les intérêts des puissances. Il s'agit de dire que cela n'est pas toute l'histoire, et que cette vision peut être nuancée sur certains points. L'impérialisme n'est pas le synonyme de la mondialisation, phénomène plus large et qui, par de multiples aspects, façonne et a été façonné par les réseaux de communication télégraphiques.

La mondialisation des communications télégraphiques est intervenue dans les années 1860-1870, soit bien avant l'essor du «nouvel impérialisme» qui a marqué les décennies suivantes. Elle s'est jouée d'abord à travers l'Atlantique et l'océan Indien, avant de pousser vers les côtes de la Chine et du Japon. La dynamique ne tenait d'ailleurs pas qu'aux Européens. En dépit d'une *cable mania* tournée vers l'Asie dans les années 1860, aucun câble ne put atterrir sur les côtes chinoises avant la décennie suivante et le changement d'attitude des autorités locales, travaillées par des élites réformatrices. Il est en outre excessif d'assimiler les compagnies de câbles aux intérêts nationaux. Winseck et Pike tiennent à nuancer cette idée en soulignant par exemple que l'Eastern and Associated Telegraph Companies britannique ne s'est engagée sur les côtes africaines qu'avec le soutien financier conjoint des gouvernements britanniques, français, allemand et portugais dans les années 1880. Ce ne sont donc pas les rivalités mais les coopérations interimpériales qui furent ici synonymes de mondialisation. Si ces compagnies étaient enregistrées à Londres, elles drainaient des capitaux qui ne venaient pas seulement de la Grande-Bretagne et de ses colonies, mais aussi d'Europe continentale et des États-Unis.

Dans cette perspective, le Pacifique constitue un cas d'étude éclairant. L'Eastern and Associated Telegraph Companies, que l'on présente généralement comme l'outil dévoué du projet impérial de Londres, a tout fait

pour empêcher puis pour retarder la mise en place d'un câble transpacifique. Dans son combat, elle reçut le soutien de certaines colonies d'Australie auxquelles elle était liée et, parfois, de certains de ses principaux clients – dont la grande presse – paradoxalement anxieux de voir le service télégraphique intercontinental devenir moins coûteux, et donc plus accessible aux concurrents. Au sujet de la presse, on relèvera au passage que l'arrivée du câble au début des années 1870 sur les côtes australiennes, suivie de l'ouverture d'une ligne reliant la Nouvelle-Zélande en 1876, a eu d'autres motivations et d'autres incidences que le seul contrôle de la Métropole sur ses colonies. Elle a provoqué par exemple une modification assez profonde du marché local de l'information (Putnis, 2006). La concentration du secteur s'est accélérée et de nouvelles associations ont été créées pour faire face au coût très élevé du service télégraphique et du service de l'agence de presse Reuters, ouvert consécutivement. Les deux principaux groupes de journaux ont même fini par ouvrir un service commun à Londres à la fin du siècle, remodelant la manière dont les informations étaient produites et distribuées aux antipodes.

Si le projet de câble Pacifique a pu voir le jour sous sa forme, unique, de compagnie publique, c'est aussi par l'effort conjugué de plusieurs chantres d'une réforme des médias globaux, dont tous, loin s'en faut, n'étaient pas impérialistes. C'est en particulier le cas de l'Australien et parlementaire britannique Henniker Heaton. Partisan d'une fédération mondiale, ce dernier luttait moins pour le développement d'un réseau impérial que mondial, vecteur d'un service public transnational accessible au plus grand nombre.

Quant au câble transpacifique inauguré deux ans plus tard par des États-Unis très officiellement soucieux de leur indépendance câblière à la suite de leur conflit avec l'Espagne en 1898, il n'était que fictivement américain. Le câble joignit d'abord les Philippines par les îles Hawaï et Guam, puis atteignit le Japon et la Chine. Un

accord qui devait rester secret pendant près de vingt ans faisait que la compagnie exploitante, en apparence américaine, était en réalité sous le contrôle capitalistique de l'Eastern.

De leur côté, l'Allemagne et les Pays-Bas ont certes développé au tournant du siècle leur propre réseau régional, entre la province chinoise du Shandong et l'Indonésie; le Japon a lui aussi lancé ses propres lignes, pour se défaire de l'emprise de la Great Northern Telegraph Company, compagnie danoise, pour ses communications avec la Corée et la Mandchourie<sup>5</sup>. Mais dans les deux cas, relèvent Winseck et Pike, les nouvelles venues sont entrées immédiatement dans le cartel en place, structure de contrôle des marchés privée, tenue par les entreprises britanniques, notamment l'Eastern Extension.

Longtemps acceptée, l'hégémonie britannique a suscité en France dans le contexte de la crise de Fachoda une réaction assez vive (Allain, 1992). Le gouvernement a privilégié les relations avec l'Afrique du Nord et l'Amérique du Sud. Pour ce qui est du Pacifique, il laissa ses intérêts dans les mains des Britanniques. La Nouvelle-Calédonie est reliée à l'Australie en 1893 par un câble français, mais les communications pour la Métropole passent ensuite par le réseau de l'Eastern. Pour les uns, c'était le signe d'un désintérêt pour la région ou d'une incapacité à y tenir pleinement son rôle<sup>6</sup>, pour les autres, c'était le signe d'une coopération inter-impériale qui continuait. En 1901, l'Indochine fut reliée au sud de la Chine, où se terminait le réseau de la Great Northern, ce qui offrait enfin la possibilité de télégraphier entre l'Indochine et la France sans passer nécessairement par un câble britannique. Remontant plein nord, les communications filaient par la Sibérie et la Russie vers l'Europe. Plutôt que de constituer un réseau entièrement français ou passant uniquement par des territoires contrôlés par la France, le gouvernement prenait l'option de multiplier les canaux d'accès par différents réseaux étrangers.

Quoi qu'il en soit de leurs stratégies respectives, les différentes puissances impériales ont coopéré pour gouverner la mondialisation des communications (Laborie, à paraître). Organisation intergouvernementale, l'Union télégraphique internationale fut formée à Paris en 1865. Cette date en fait la pionnière de l'ère de la première mondialisation politique (Stearns, 2010), par laquelle la mondialisation elle-même a fait l'objet d'une politique concertée. Les États membres ont accepté de donner une

voix consultative aux compagnies privées, et ont intégré l'ensemble de leurs colonies, avec, elles, voix délibératives. Ceci faisait des principales puissances coloniales les maîtres de l'arène des négociations sur les tarifs, les standards techniques et les règles opérationnelles qui, par l'interconnexion, convertissaient un patchwork de réseaux en une première toile et «rétrécissaient] le monde en le faisant tenir dans une page de journal<sup>7</sup>», y compris sa composante Pacifique.

#### NOTES

1. Voir la carte mondiale des câbles sous-marins: <www.submarinecablemap.com>, consulté le 8/1/2013.
2. Cf. <www.opt.pf/groupe\_opt/honotua\_projet.php#>, consulté le 8/1/2013.
3. Visuel en ligne, disponible sur: <www.opt.pf/groupe\_opt/images/honotua/goodies/Honotua4-1280x1024.jpg>, consulté le 8/1/2013.
4. L'outil se retournerait contre eux quelque temps plus tard en faisant advenir par la presse une conscience nationale indienne. Cf. Headrick, 2010.
5. Sur cette entreprise, cf. Jacobsen, 2009. Sur la stratégie japonaise, cf. Yang, 2011.
6. Intervention de Jean-Claude Allain dans le «Débat sur les Empires français et britannique», in Jean-Claude Allain (dir.), *La Moyenne Puissance au XX<sup>e</sup> siècle. Recherche d'une définition*, Paris, Publications de l'IHCC, 1987. Disponible en ligne sur: <www.institut-strategie.fr/IHCC\_16.htm>, consulté le 8/1/2013.
7. Cours de M. Jalliffier, École professionnelle supérieure des Postes et des Télégraphes, *L'Expansion européenne. Première leçon*, s.l., s.e., s.d. (1897).

#### RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ALLAIN, J.-C., «L'indépendance câblière de la France au début du XX<sup>e</sup> siècle», *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 166, 1992, p. 115-131.

BELL, D. S., «Dissolving Distance: Technology, Space, and Empire in British Political Thought, 1770-1900», *Journal of Modern History*, vol. 77, n° 3, 2005, p. 523-562.

BOYCE, R., «Imperial Dreams and National Realities: Britain, Canada and the Struggle for a Pacific Telegraph Cable, 1879-1902», *English Historical Review*, vol. 115, n° 460, 2000, p. 39-70.

HEADRICK, D., *Tools of Empire. Technology and European Imperialism in the Nineteenth Century*, New York, Oxford University Press, 1981.

HEADRICK, D., *The Invisible Weapon. Telecommunications and International Politics, 1851-1945*, New York, Oxford University Press, 1991.

HEADRICK, D., «A Double-Edged Sword: Communications and Imperial Control in British India», in WENZLHUELMER, R. (dir.), «Global Communication: Telecommunication and Global Flows of Information in the Late 19th and Early 20th Century», *Historical Social Research*, vol. 35, n° 1, 2010, p. 51-65.

HEADRICK, D. et GRISET, P., «Submarine Telegraph Cables: Business and Politics», *Business History Review*, vol. 75, automne 2001, p. 543-578.

JACOBSEN, K., «Small Nation, International Submarine Telegraphy, and International Politics: the Great Northern Telegraph

Company, 1869-1940», in FINN, B. et YANG, D., *Communications Under the Seas. The Evolving Cable Network and Its Implication*, Cambridge, MIT Press, 2009, p. 115-157.

LABORIE, L., «Globalising the Telegraph. The ITU and the Governance of the First Globalisation of Telecommunications», in HAMPF, M. et MÜLLER, S. (dir.), *Global Communication. Electric. Social, Cultural and Political Aspects of Telegraphy*, Frankfurt, Campus, 2013 (à paraître).

PUTNIS, P., «How the International News Agency Business Model Failed. Reuters in Australia, 1877-1895», *Media History*, n° 12, 2006, p. 1-17.

STEARNS, P. N., *Globalization in World History*, New York, Routledge, 2010.

WINSECK, D. et PIKE, R., *Communication and Empire. Media, Markets, and Globalization, 1860-1930*, Durham, Duke University Press, 2007.

YANG, D., *Technology of Empire: Telecommunications and Japanese Expansion, 1883-1945*, Cambridge, Harvard University Press, 2011.